

BFA-2007-R-7887

**DECRET N° 2007-642/PRES/PM/MEF/MASSN portant création du Centre  
d'éducation spécialisée et de formation (CESF). (JO N°47 DU 22  
NOVEMBRE 2007)**

LE PRESIDENT DU FASO,

PRESIDENT DU CONSEIL DES MINISTRES

VU la Constitution ;

VU le décret n° 2007-349/ PRES du 4 Juin 2007 portant nomination du Premier Ministre;

VU le décret n° 2007-381 /PRES/PM du 10 juin 2007 portant remaniement du Gouvernement du Burkina Faso ;

VU le décret n°2007-424/PRES/PM du 13 Juillet 2007 portant attributions des membres du Gouvernement ;

VU la loi n° 013-2007/AN du 30 juillet 2007 portant loi d'orientation de l'éducation ;

VU la loi n° 039/98/AN du 30 juillet 1998 portant réglementation des établissements publics de l'Etat à caractère administratif ;

VU le décret n° 99-051/PRES/PM/MEF du 5 mars 1999 portant statut général des Etablissements publics de l'Etat à caractère administratif, ensemble ses modificatifs ;

VU le Décret n° 2007-059/PRES/PM/MASSN du 6 février 2007 portant organisation du Ministère de l'Action Sociale et de la Solidarité Nationale ;

Sur Rapport du Ministre de l'économie et des finances ;

Le Conseil des Ministres entendu en sa séance du 26 septembre 2007 ;

## DECRETE

Article 1 : Il est créé en lieu et place de l'Institut National d'Education et de Production (INEPRO), un Etablissement public de l'Etat à caractère administratif dénommé Centre d'éducation spécialisée et de formation (CESF).

Article 2 : Le Centre d'Education Spécialisée et de Formation est placé sous la tutelle technique du Ministère en charge de l'Action Sociale et sous la tutelle financière du Ministère en charge des finances.

Article 3 : Le Centre d'Education Spécialisée et de Formation est chargé de :

l'accueil, la protection, l'éducation, la rééducation, la

scolarisation et la formation professionnelle des enfants et jeunes en difficultés sociales, familiales, scolaires ou comportementales ou en conflit avec la loi, faisant l'objet de placement judiciaire ou administratif ;

- la prévention de la déviance et de la délinquance juvéniles par

l'accueil en régime d'externat des enfants et jeunes en situation de risque social placés sur décision administrative ;

- l'appui au processus de réinsertion sociale, scolaire et/ou professionnelle des enfants et jeunes en fin de séjour au C.E.S.F ;

- la réalisation de toutes activités directement ou indirectement liées à ses missions.

Article 4 : Le présent décret abroge toutes dispositions antérieures contraires notamment le Kiti n° 86-244/CNR/PRES/MEFSN du 25 juin 1986 portant création d'un Institut National d'Education et de Production (INEPRO).

Article 5 : Le Ministre de l'action sociale et de la solidarité nationale et le Ministre de l'économie et des finances sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel du Faso.

Ouagadougou, le 11 octobre 2007

Blaise COMPAORE

Le Premier Ministre

Tertius ZONGO

Le Ministre de l'économie et des finances

COMPAORE

l'action sociale

et de la solidarité nationale

Jean Baptiste Marie Pascal

Le Ministre de

Pascaline TAMINI